

Acteurs

- Sommet Union Européenne-Etats-Unis annuel
- Dialogues transatlantiques
- Conseil économique transatlantique

TAFTA vu par la Commission Européenne (I)

- Partenariat
- Idée de départ
- Pourquoi maintenant?
- Bénéfices pour l'UE

TAFTA vu par la Commission Européenne (II)

- UE partenaire essentiel des USA
- Conduite des négociations
- Comment rendent compte les négociateurs?
- Durée des négociations
- Qui en bénéficiera?
- Pour quand les avantages du partenariat?
- Changement dans nos vies?

TAFTA vu par la Commission Européenne (III)

- Inquiétude pour les normes européennes
- Et pour l'agriculture?
- Changement de législation sur les OGM?
- Viandes aux hormones sur les étals de nos supermarchés?
- Le cinéma européen
- Primauté de la législation de l'UE sur le GMT
- Retombées sur le reste du monde
- Forme déguisée d'ACTA

TAFTA vu par la Commission Européenne (IV)

- Pourquoi inclure le règlement des différends entre investisseurs et états?
- Fin du multilatéralisme et du cycle de Doha
- Secret des négociations
- Effets sur l'environnement

Débat au Sénat (Commission des Affaires économiques)

- 5 PS, 1 UMP; 1 PC, 1 UDI, 1 EELV, 1 MRC, la ministre du Commerce Extérieur
- Les dangers :
 - Comment articuler libre-échange et non-parité euro/dollar?
 - Quelle cour spéciale va arbitrer les différends investisseurs/états?
 - Absence de transparence
 - Coût des normes pour le consommateur, mais qui seraient maintenues
 - Exclusion des marques et indications géographiques protégées?
 - Dérégulation des banques américaines
 - Protection des données
 - Contrôle démocratique et consultation de la population
 - Le multilatéralisme doit prendre le pas sur le bilatéralisme
 - Large débat public pour la campagne des européennes
- Une stratégie offensive? (Alain Richard)

Avis des instances

- Votes du Parlement Européen :
 - 10 résolutions adoptées, la dernière sur le partenariat élargi en juin 2013
 - 1 refusée, sur le gel des négociations suite à PRISM et l'affaire Snowden, proposée par le PVE en septembre 2013 (1/3 pour, 2/3 contre).
- Conseil Européen : accord du 13 février 2013 (Obama, Van Rompuy, Barroso)
- Commission Européenne : Le 12 mars 2013 approbation du projet de mandat sur la conclusion avec les USA de l'accord intitulé « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement ».
 - Analyse d'impact en avril 2013.
 - Ordre du jour du Conseil de l'Union européenne « Commerce » pour début des négociations dès le mois de juillet 2013.
 - Non publié mais fuites sur Internet
- Congrès américain

Positions publiques

- Herman Van Rompuy
- François Hollande
- Angela Merkel
- Jean-Luc Mélenchon et FdG.
- En 2012, Vincent Champain et Eric Peters dans Le Monde
- En 2013, BFMTV, Jean-Luc Mélenchon par Jean-Luc Bourdin
- Le 26 juin 2013, audition au sénat, Dominique Strauss-Kahn
- Le 30 juin 2013, soupçons d'espionnage américains, des députés européens, comme Jean-Luc Mélenchon ou Isabelle Durant demandent la suspension des négociations.
- Position du PVE (dont Yannick Jadot et José Bové)

Yannick Jadot, José Bové, députés européens EELV, 11/11/2013

- **Yannick Jadot et José Bové**, resp. vice-président de la commission du commerce international et vice-président de la commission de l'agriculture, dénoncent l'atteinte à la démocratie. « C'est une attaque frontale contre :
 - des choix de société démocratiquement construits en Europe ,
 - notre conception des services publics,
 - nos acquis sociaux, sanitaires et environnementaux,
 - nos droits de consommateurs et la défense des libertés fondamentales.
- Depuis le début, la décision de la Commission de maintenir secrète le contenu d'une négociation porte atteinte à nos choix démocratiques et permet aux grands groupes de l'agro-alimentaire, de la chimie ou de l'énergie de contester les décisions politiques prises au niveau local ou européen qui remettent en cause leurs profits.
- La mise en place d'un mécanisme juridique spécifique sera utilisée par les entreprises pour attaquer directement les états si elles considèrent que des lois réduisent leurs bénéfices.
- Elles demanderont des centaines de millions d'euros de dommages et intérêts (déjà le cas dans l'ALENA).
- TTIP sert les intérêts privés au détriment de l'intérêt général, les multinationales au détriment des citoyens.
- Nous demandons aux gouvernements de retirer le mandat de négociation accordé à la Commission. Il est impensable de discuter avec des gens qui espionnent nos concitoyens, nos entreprises et nos dirigeants politiques. Le 19 novembre, nous interpellons le président du parlement Martin Shultz et tous nos collègues conservateurs, libéraux et socialistes qui ont soutenu ce dangereux projet.
- La réponse est simple : ce traité de libre-échange étend à l'Europe le modèle américain, il faut l'arrêter. »